

Questions orales

renseignement n'a pu être obtenu parce que les travailleurs n'ont jamais été consultés. Pourquoi ne l'ont-ils pas été?

L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Il semblerait bien, monsieur le Président, que la personne qui en a fourni copie au député n'a pas tenu cette lettre pour confidentielle.

Lorsque le député parle de l'exploitation de la société, il se demande si c'est plus rentable de produire les batteries ici et de les expédier là-bas ou vice-versa. Je sais qu'il croit fermement que les décisions des politiques quant à l'exploitation des sociétés sont plus éclairées que celles qui sont dictées par les forces du marché.

La réalité est que cette société allait faire banqueroute. Ses gestionnaires n'arrivaient pas à la rentabiliser. Dirigée par quelqu'un de la trempe du député, cette société aurait peut-être pu faire des bénéfices. Cela reste à prouver, mais la possibilité existe néanmoins en théorie. Dans les circonstances, il n'y avait rien d'autre à faire.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. Ken Atkinson (St. Catharines): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale et elle concerne aussi l'incendie à Hagersville.

Je crois savoir qu'il existe une école de sapeurs-pompiers au camp Borden, à environ une heure et demie du lieu de l'incendie. Vu sa proximité, pourquoi n'a-t-on pas fait appel aux services de ces gens pour combattre cet incendie?

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le député a raison, les Forces canadiennes ont une école de sapeurs-pompiers au camp Borden.

Je voudrais aussi faire savoir au député que, plus tôt au cours de la journée, le ministère de la Défense nationale a offert les services des sapeurs-pompiers de cette école et d'autres militaires à l'organisme des mesures d'urgence de l'Ontario et à la municipalité.

Cette offre a été rejetée avant 14 heures cet après-midi. On nous a informés que le gouvernement de l'Ontario et l'organisme des mesures d'urgence croyaient

avoir l'équipement nécessaire et être en mesure de maîtriser la situation.

Je dirai aussi au député qu'un agent de liaison des Forces canadiennes est à Hagersville pour suivre l'évolution de l'incendie. L'école de sapeurs-pompiers et le personnel des Forces canadiennes sont en disponibilité 24 heures par jour et sont prêts à répondre à une demande d'intervention.

* * *

[Français]

L'ÉTIQUETAGE BILINGUE

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant des Consommateurs et des Sociétés.

Les fabricants canadiens doivent dépenser de lourdes sommes d'argent pour se conformer aux normes sur les étiquettes bilingues. En même temps, les Américains exportent au Canada des montagnes d'articles avec des étiquettes en anglais seulement. Cela désavantage nos industries de fabrication et menace le bilinguisme, ce qui est tout à fait contraire à ce que le gouvernement a promis aux Canadiens durant la dernière campagne électorale.

Qu'est-ce que le ministre va faire pour corriger cette situation intolérable?

[Traduction]

L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, comme nous l'avons annoncé en octobre dernier, nous avons intensifié, en collaboration avec Revenu Canada—Douanes et Accise, le contrôle de l'étiquetage des produits importés.

En outre, nous avons consulté l'association qui représente 90 p. 100 des détaillants en alimentation de notre pays afin d'obtenir que ces détaillants s'assurent du bon étiquetage des produits qu'ils vendent.

Nous prenons les mesures qui s'imposent pour que la loi canadienne soit respectée à la lettre.

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, c'est impossible, car il n'y a que 160 inspecteurs dans tout le pays pour surveiller l'exécution des dispositions linguistiques de la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation et de la